

**Un an après le 7 octobre... Antisionisme, antisémitisme,
critique d'Israël : de quoi parlons-nous ?**

Par Olivier Touman

2024

REGARDS

Sommaire

Des lendemains amers	3
Une radicalisation à l'œuvre sur fond d'occultation du passé. L'exemple de Samidoun...	6
La « divine surprise » du 7 octobre	11
Faire condamner l'Etat juif pour génocide	16
Conclusion	20
Bibliographie	22

Des lendemains amers

Le 7 octobre 2023 a mis en pleine lumière la puissance des lignes de clivage qui se nouent autour de la « question israélienne ». Chez les soutiens traditionnels de la cause palestinienne, d'aucuns applaudissent aux actions du Hamas à l'image des déclarations de l'universitaire belge Marianne Blume qui a enseigné plusieurs années durant à l'Université d'Al-Azhar de Gaza : « *La résistance palestinienne de Gaza a réussi à entrer en Israël avec des ULM bricolés avec un véhicule. [...] Même si on sait déjà que les représailles seront terribles, je ne peux m'empêcher de jubiler. Je ressens ce qu'ils ont dû ressentir lorsqu'ils marchaient dans les rues de Sderot, dans la Palestine de leurs pères qu'ils n'ont jamais pu aller voir.*¹ »

En Belgique, le président de la Commission communautaire flamande (VGC) du parlement bruxellois, Fouad Ahidar (Vooruit et ensuite président fondateur de la Team Ahidar) tient aussi un discours qui tend à justifier, sinon à légitimer, le massacre commis par les islamistes palestiniens : « *Le Hamas est rentré sur territoire israélien, si on peut appeler ça des territoires israéliens, où des colons sont installés depuis pas mal d'années, et ils ont massacré plus de mille personnes. Est-ce qu'on va dire œil pour œil, dent pour dent ? Non, chaque être humain mérite de vivre, mais dans mon reportage précédent, je l'ai appelé « boomerang » parce qu'ils ont simplement récupéré ce qu'ils ont semé. Ils ont semé la haine, le massacre, la désolation depuis 75 ans et aujourd'hui il y a une petite réponse qui a été donnée par une partie du Hamas et, malheureusement, le monde ne se penche que sur cette partie-là alors que cette même population gazaouie se fait massacrer depuis 75 ans et je n'ai pas vu autant d'émotivité chez les gens.*² » Quant à la réponse militaire d'Israël, sa qualification ne souffre à ses yeux d'aucune ambiguïté : « *Toute personne qui est sensée voit bien que c'est un génocide humain. Et je peux utiliser ce terme, moi qui suis parti à Auschwitz, en Pologne, pour aller voir ce que c'est un génocide.*³ »

Engagé depuis toujours sur le dossier israélo-palestinien, le Parti du travail de Belgique (PTB) ne publie aucun communiqué le 7 octobre ni le lendemain au sujet de l'attaque du Hamas. Il ne s'est visiblement rien passé. Pour autant, mais en son nom propre⁴, le porte-parole et président du PTB, Raoul Hedebouw, s'exprime dès le 8 octobre sur les évènements en cours. Plutôt que de commencer par la guerre déclarée par le Hamas, il pointe du doigt la réponse militaire par Israël qui vient à peine d'être entamée : « *Les images sont terribles...En réponse à l'assaut lancé hier par le Hamas à partir de Gaza, la puissance de feu de l'armée israélienne s'est une nouvelle fois déchaînée. La région s'embrase encore, le pire est à craindre pour les heures et jours à venir, et on ne peut qu'avoir une pensée pour toutes les victimes civiles innocentes, quel que soit leur côté. Mais il faut le dire clairement : la guerre que Benjamin Netanyahu et son gouvernement prétendent déclarer aujourd'hui a commencé contre les Palestiniens il y a plus de 75 ans déjà. L'apartheid et l'occupation israéliens, les injustices et les violences quotidiennes commises en toute impunité sont la source du problème.*⁵ »

Ce silence du PTB sur l'attaque originelle permet d'enchaîner immédiatement sur la dénonciation d'Israël, présumé coupable exclusif de la violence qui s'exerce sur Gaza. Un premier communiqué relatif à la situation en Palestine et en Israël paraît le 18 octobre après le

¹ Tweet du 7 octobre 2023

² [Guerre Hamas-Israël : les propos d'un député Vooruit créent la polémique - Le Soir](#)

³ Op.cit et voir aussi [Benjamin Beeckmans, Joël Kotek et Yves Oschinsky, Belgique : Voir Auschwitz et mentir - La Règle du Jeu - Littérature, Philosophie, Politique, Arts \(laregledujeu.org\)](#)

⁴ En l'espèce sur son compte Twitter

⁵ Tweet en date du 8 octobre 2023

bombardement de l'hôpital Al-Ahli attribué à Israël par le Hamas et ses soutiens, une version que contestent en revanche un certain nombre de services de renseignements occidentaux. Au nom du PTB, le député Nabil Boukili dresse donc l'acte d'accusation : « *Viser délibérément des cibles civiles constitue une violation du droit international, tout comme le fait de priver la population de Gaza d'eau et d'électricité. L'interruption de ces services de base risque de déboucher sur une catastrophe humanitaire sans précédent. Les hôpitaux sont déjà contraints d'interrompre certains traitements et il n'y aura bientôt plus d'eau potable. Nous sommes aujourd'hui confrontés à des massacres à grande échelle à Gaza. Cela doit cesser. En essayant de pousser la population de Gaza vers l'Egypte, Israël tente de procéder à une épuration ethnique. L'UE et la Belgique doivent immédiatement faire tout ce qui est en leur pouvoir pour instaurer un cessez-le-feu et s'exprimer en faveur de négociations visant à mettre fin à l'occupation de tous les territoires palestiniens. C'est le seul moyen de mettre un terme à ce carnage à court terme.⁶* »

Le 11 octobre 2023, une manifestation est organisée à Bruxelles devant le ministère des Affaires étrangères sous le mot d'ordre « *Guerre à Gaza : Pour un cessez-le-feu et une paix juste, contre la violence coloniale et l'apartheid* » Parmi les organisations qui appellent au rassemblement, l'antenne belge du réseau Samidoun est présente avec pour mot d'ordre : « *Nous défendons une Palestine libre de la mer au Jourdain !* » Cette dernière phrase constitue la traduction logique du discours selon lequel l'entièreté du territoire israélien forme une « colonie », tenu d'accueillir l'ensemble des descendants de réfugiés de 1948 sous peine de connaître le destin funeste réservé aux « colons ». Samidoun est un réseau international de solidarité avec les prisonniers palestiniens détenus par Israël. Ce réseau s'est structuré à partir de la grève de la faim de septembre-octobre 2011 des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes. Depuis lors, Samidoun coordonne à travers le monde des campagnes de sensibilisation, des manifestations et des événements en solidarité avec les prisonniers palestiniens. Grâce à ses efforts militants autour de thématiques spécifiques comme la défense des droits des prisonniers palestiniens, Samidoun a réussi à renforcer l'unité et la coordination parmi les militants propalestiniens. En coordonnant des campagnes de sensibilisation, des manifestations et des événements en solidarité avec les prisonniers palestiniens, Samidoun a progressivement intégré ses actions aux mobilisations propalestiniennes locales. Ce qui a contribué à accroître sa visibilité et son influence sur les militants propalestiniens en Belgique. Samidoun joue également un rôle de plus en plus important dans la diffusion d'un discours radical axé sur la lutte contre l'occupation israélienne et la dénonciation des violations des droits de l'homme. Depuis le 7 octobre 2023, la rhétorique de Samidoun influence les revendications et le narratif des groupes belges propalestiniens (associations, syndicats, partis politiques).

Cette radicalisation se traduit par un ensemble d'incidents un peu partout en Europe et en Amérique du Nord. Dans les jours qui suivent l'attaque du Hamas, une femme est surprise dans les rues de Paris en train d'arracher des photos d'otages israéliens. Rapidement, on apprend qu'il s'agit de la chercheuse Sophie Pommier qui, entre autres fonctions, siège au sein du Conseil de rédaction et au Comité éditorial du journal en ligne, fondé par Alain Gresh, *Orient XXI*. Qu'importe qu'un nombre conséquent d'otages soient originaires des kibbutzim dont la population est historiquement le fer de lance du combat en faveur de la création d'un Etat palestinien. Qu'importe que parmi les otages figure Vivian Silver, une militante pacifiste israélo-canadienne âgée de 74 ans, organisatrice de marches réunissant des femmes israéliennes et palestiniennes, et dont on retrouvera le corps sans vie à Gaza. Qu'importe également que des enfants, pour certains en bas âge, comptent parmi les otages. Ce qu'exprime Sophie

⁶ [Le PTB demande un cessez-le-feu immédiat après le bombardement d'un hôpital à Gaza | PTB](#), 18 octobre 2023

Pommier par ce geste est qu'il n'y a pas de victimes israéliennes innocentes. Une idée déjà avancée par Houria Bouteldja et c'est parce qu'il n'y a pas d'israélien innocent qu'on peut qu'arracher des affiches qui présentent certains d'entre eux comme des victimes. La frontière est alors ténue avec le crime d'être né, en l'espèce Juif israélien. Le propagandiste antijuif marocain Ahmed Rami l'écrit crûment : la mort d'Yitzhak Rabin se résume à l'action d'un Juif stupide qui assassine un Juif rusé(sic). Marginalisé quand la « solution à Deux Etats » prévalait dans les esprits, ce discours gagne du terrain depuis deux décennies. Il est en passe aujourd'hui de s'imposer. Ses idées-forces imprègnent l'atmosphère : les accords d'Oslo n'auraient été qu'un jeu de dupe en défaveur des Palestiniens, et le sionisme de gauche une mystification pure et simple. Ce simplisme systématique aboutit à une essentialisation de la partie israélienne. Au risque d'y inclure, de proche en proche, l'intégralité du monde juif.

D'aucuns semblaient avoir oublié l'assassinat à Bruxelles, le 3 octobre 1989 jour de Kippour, du président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique, Joseph Wybran, d'une balle dans la tête, s'inscrit dans un ordre d'idées similaire. « Les soldats du droit », groupe palestinien basé à Beyrouth, revendique et justifie l'assassinat de Wybran, qualifié de « cadre du Mossad », comme « *une riposte à l'accentuation de la répression israélienne dans les territoires occupés et au sud-Liban, et une réponse aux appels suspects à la coexistence et à la normalisation des relations avec l'entité sioniste.* » Un an auparavant, le même groupe réalisait un attentat contre une synagogue au Danemark⁷. Des citoyens de pays occidentaux, juifs ou d'origine juive, solidaires à un titre ou à un autre de l'existence d'Israël et de sa pérennité, doivent-ils être considérés comme ses représentants ? Toute l'ambiguïté de la frontière entre antisionisme et antisémitisme s'enracine dans ce questionnement.

⁷ Cf. *Le Droit de vivre* n°547, novembre 1989, p.10

Une radicalisation à l'œuvre sur fond d'occultation du passé. L'exemple de Samidoun

Ce qui apparaît au grand jour le lendemain du 7 octobre n'est pas spontané. Le travail en amont a été important, ne serait-ce que sur l'année écoulée. Concentrons-nous simplement sur l'organisation Samidoun, une organisation palestinienne vouée à la défense des prisonniers incarcérés par Israël. Elle est proche du FPLP, le Front populaire de libération de la Palestine, un mouvement radical prônant la fin de l'Etat d'Israël.

Pour avoir une idée de la radicalité de Samidoun, rappelons qu'au mois d'août 2024, sa responsable canadienne, Charlotte Kates s'est vu attribué par le pouvoir iranien un « *prix des droits de l'homme* », ce dont l'intéressée s'est déclarée fier. En Europe, Samidoun a pour « fief » la Belgique. Son travail militant a beaucoup contribué les esprits à l'acceptation du pire. Le samedi 11 février 2023, l'antenne bruxelloise de Samidoun organise par exemple une réunion sur le thème « *De la mer au Jourdain : visions de la libération de la Palestine* ». Les organisateurs parlent « *d'une discussion sur l'avenir de la lutte de libération palestinienne en partant du point de vue de la nécessité de la libération totale de la Palestine.* » Parmi les orateurs figure Mohammed Khatib, coordinateur de Samidoun en Europe qui a, lit-on sur le site internet de Samidoun, « *souligné que la libération de la Palestine, de la mer au Jourdain, a toujours été une position centrale du mouvement de libération palestinien, en particulier au plus fort de la révolution palestinienne. Il a rappelé que le besoin d'une alternative est aussi contre la voie de la liquidation de la cause palestinienne telle que représentée par les Accords d'Oslo et l'Autorité Palestinienne, et cette alternative est en fait un retour aux principes du mouvement de libération.* »

Au cours de son allocution, Mohammed Khatib souligne aussi « *l'importance pour les Palestiniens de la diaspora de travailler ensemble avec le mouvement de solidarité et toutes les forces travaillant pour la libération de la Palestine, en rejetant la soi-disant "solution à deux États"*⁸ ». Mohammed Khatib est par ailleurs membre de la direction du mouvement *Masar Badil* (*Mouvement palestinien de la voie alternative révolutionnaire*) en guerre ouverte avec l'Autorité palestinienne et adversaire résolu des accords d'Oslo. Son discours public se drape dans la rhétorique « intersectionnelle » comme on peut l'entendre dans sa prise de parole à Bruxelles le 29 octobre 2022 à l'occasion de la « Marche pour le Retour et la Libération de la Palestine » : « *Vaincre Israël, c'est vaincre les États-Unis. Vaincre Israël, c'est vaincre le Canada, ces colonies qui existent sur le dos des peuples autochtones et des Noirs. Vaincre Israël, c'est vaincre cette institution coloniale, c'est se venger de tous les Africains, Algériens, Marocains, Sahraouis, de deuxième et troisième génération qui sont à Bruxelles. Nous avons construit cette ville et nous sommes toujours confrontés au fascisme et au racisme. Nous dirons donc non à cela non seulement en Palestine, mais ici en Europe, là-bas aux États-Unis et dans tous les pays arabes.*⁹ »

La tonalité « intersectionnelle » est similaire au cours de la réunion à Bruxelles le 22 septembre 2023 lorsque les orateurs s'attachent à mettre en parallèle le combat des migrants en Europe et celui des Palestiniens en insistant sur « *la manière dont l'impérialisme occidental a mené une guerre contre les peuples palestinien et arabe, par l'intermédiaire du mouvement sioniste, depuis plus de 75 ans.* » Les mêmes orateurs évoquent « *les politiques racistes et les mécanismes d'oppression à l'encontre des Palestiniens, tant à l'intérieur de la Palestine que*

⁸ [Succès de la soirée de Samidoun Bruxelles sur la libération de la Palestine de la mer au Jourdain | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

⁹ [Vidéo : Mohammed Khatib intervient à la Marche pour le Retour et la Libération de la Palestine | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

dans les pays où ils se sont réfugiés au cours de la dernière décennie, comme la Belgique et d'autres pays européens.¹⁰ »

Le plus important pour Samidoun est de faire passer l'idée qu'il est « dangereux » de distinguer entre droite et gauche israéliennes. Tout israélien est par cette seule qualité un colonialiste et un raciste. À ce titre, accepter le dialogue avec l'un d'entre eux, aussi à « gauche » soit-il, revient à trahir la Palestine. Tel est en substance le message diffusé à l'intérieur du mouvement de soutien à la Palestine : « *Le peuple palestinien est aujourd'hui confronté à une attaque multiforme à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine occupée. Les Palestiniens sont assiégés, sont la cible d'assassinats quotidiens, de démolitions de maisons, de bombardements sur Gaza, de confiscations de terres, d'arrestations massives, de construction de colonies et leur droit au retour est dénié depuis plus de 75 ans. Cette réalité signifie qu'il est plus important que jamais de s'organiser pour la justice en Palestine sur la base de principes clairs qui défendent le droit du peuple palestinien à résister, à revenir et à libérer sa terre de la mer au Jourdain. Ces principes ont été affirmés par la révolution palestinienne il y a près de 60 ans. La rhétorique et les actions fascistes flagrantes de responsables israéliens comme Itamar Ben-Gvir, Bezalel Smotrich et Benjamin Netanyahu ont été accompagnées par l'émergence de manifestations "sionistes libérales" à Tel-Aviv et dans toute la Palestine occupée en 1948, dont l'écrasante majorité a pris le drapeau colonial israélien comme symbole. Cette situation a amené certaines organisations concernées par la justice en Palestine à appeler à travailler avec certains sionistes opposés au gouvernement d'extrême droite. C'est une erreur fondamentale, la plupart de celles et ceux qui manifestant sur les ruines de villages palestiniens sont les héritiers des responsables des crimes contre notre peuple depuis la Nakba. En Belgique, nous en avons été témoins le jeudi 2 mars lorsque de multiples organisations (dont l'Association Belgo-Palestinienne – ABP, le CNCD 11.11.11, Intal, Palestina Solidariteit, Viva Salud et d'autres) ont organisé un événement avec un orateur palestinien et un orateur israélien, intitulé "Palestine/Israël, sommes-nous proches de la fin du jeu ?". Si le nom de cet événement est en soi problématique et insultant, car 75 ans de colonialisme et de crimes ne sont pas un « jeu », les problèmes de l'événement vont bien au-delà de son titre. Les acteurs d'une lutte anticolonialiste, les Palestiniens, sont placés dans un "dialogue" avec des Israéliens, les colons qui occupent leur terre. En l'occurrence, un ancien vétéran de l'armée israélienne ne proposant rien d'autres qu'une colonisation à « visage humain » en faisant la promotion de la solution à « deux États ». En d'autres termes, reconnaître comme légitime le nettoyage ethnique contre le peuple palestinien depuis 1948 et le vol de la majorité des terres de la Palestine historique. De son côté, l'orateur palestinien invité à cet événement a publié à plusieurs reprises des travaux dans des publications sionistes et a critiqué publiquement la résistance palestinienne.¹¹ »*

L'orateur israélien dont la présence indigne Samidoun est Yehuda Shaul, le fondateur de l'ONG israélienne *Breaking the silence*¹². Cette organisation a été créée par des soldats vétérans qui ont servi dans l'armée israélienne depuis le début de la seconde Intifada et qui ont pris l'initiative d'exposer au public la réalité de la vie quotidienne dans les territoires occupés. Ses membres documentent les violations des droits des Palestiniens par l'armée israélienne et s'efforcent de stimuler le débat public sur le prix à payer pour une réalité dans laquelle de jeunes soldats sont confrontés quotidiennement à une population civile et sont engagés dans le contrôle de la vie

¹⁰ [Samidoun Bruxelles souligne la lutte des migrants et des réfugiés lors d'un événement en hommage à Semira Adamu | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

¹¹ [Bruxelles : Non à la normalisation et au racisme, oui au retour et à la libération ! | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

¹² <https://www.breakingthesilence.org.il/>

quotidienne de cette population. Ce travail vise évidemment à mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens.

Ce refus de reconnaître le « camp de la paix » israélien permet de comprendre pourquoi l'action du Hamas contre les kibbutzim frontaliers de la bande de Gaza a été salué comme un acte de « résistance ». Ce n'est d'ailleurs pas seulement le Hamas qui est dépeint comme « résistant » mais l'ensemble des groupes islamistes qui agissent sous la tutelle de la République islamique d'Iran. En témoigne cette déclaration publiée par Samidoun en soutien aux Houthis : « *Nous, les organisations signataires de la présente, condamnons on ne peut plus fermement l'agression des États-Unis et de la Grande-Bretagne contre le Yémen, une nation résiliente qui a enduré pendant près d'une décennie une incessante agression de la part de l'Arabie saoudite et des Émirats, soutenus par l'Occident. Cette actuelle escalade est un élément honteux de l'opération « Gardien de la Prospérité » dirigée par Biden. Les Pays-Bas sont complices dans ce ciblage brutal du peuple yéménite dans ses eaux souveraines. Le peuple yéménite a agi avec courage et fermeté au nom de ses frères et sœurs palestiniens. Ces actions contre le peuple yéménite reflètent une vague répugnante et plus large de répression de la part de l'Occident à l'encontre de tentatives humanitaires sincères se manifestant à l'échelle mondiale.¹³* » De la même façon, Samidoun rend hommage au dirigeant du Hamas Saleh al-Arouri, tué par Israël¹⁴. Samidoun s'est engagé aussi en faveur de l'avocat franco-palestinien Salah Hammouri¹⁵. Ce dernier intervenait à Bruxelles le dimanche 17 décembre 2023 pour une conférence sur Gaza au côté de Michel Collon et Pierre Galland.

Le vendredi 26 avril 2024, l'avocat franco-palestinien est présent à l'ULB de Bruxelles à l'initiative de plusieurs groupes activistes dont l'Association belgo-palestinienne. L'invitation publiée sur le site de cette dernière est libellée comme ceci : « *Le génocide à Gaza a commencé le 7 octobre 2023 mais l'occupation, la colonisation l'apartheid et le nettoyage ethnique durent depuis plus de 75 ans et n'ont fait que s'aggraver, dans la plus grande opacité, mais toujours avec la même impunité. Il est donc important plus que jamais de rappeler que c'est toute la Palestine qui est victime du colonialisme israélien. Pour en témoigner, le cercle des étudiants arabo-européens, le cercle B.D.S. ULB, l'association belgo-palestinienne et l'asbl “les ambassadeurs d'expression citoyenne” ont le plaisir de vous convier à une rencontre exceptionnelle avec Salah Hammouri, avocat franco-palestinien détenu arbitrairement des années durant par Israël et déporté hors de son pays au mépris du droit international.¹⁶* » C'est écrit noir sur blanc : « *Le génocide à Gaza a commencé le 7 octobre 2023* ». Il ne s'agit au fond que de la dernière étape visant à nier les crimes du Hamas. L'inversion du sens des mots est complète : quand le Hamas massacre des civils israéliens, il s'agit d'après ces militants de la cause palestinienne du début d'un génocide perpétré par Israël. Le plus fascinant est de constater que les mêmes qui applaudissent l'action du Hamas le 7 octobre, rebaptisée « résistance », hurlent au génocide quand l'armée israélienne entame sa contre-offensive.

La radicalité de Samidoun n'a pas échappé à la vigilance des autorités belges, qui surveillent ces réseaux de près. Ainsi l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) a qualifié Samidoun de « *réseau extrémiste de gauche, mu par une idéologie qui ne désapprouve*

¹³ [Du Yémen à la Palestine, soutenons la résistance populaire ! | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

¹⁴ [L'assassinat de Saleh al-Arouri : La résistance ne meurt jamais ! | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

¹⁵ [“Notre devise devrait être : Résistance, Libération, Retour” : Salah Hammouri reste inébranlable après son expulsion forcée vers la France | Samidoun : réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens](#)

¹⁶ [Prisonnier de Jérusalem, Salah Hammouri - Association belgo-palestinienne \(association-belgo-palestinienne.be\)](#)

pas l'usage de la violence, et qui possède des liens avec des organisations terroristes »¹⁷. Samidoun est d'ailleurs inscrite sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et en Allemagne, ses activités ont été interdites depuis le 2 novembre 2023 par la ministre fédérale de l'Intérieur Nancy Faeser : en raison du soutien public de Samidoun au massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas : « *Avec le Hamas, j'ai aujourd'hui complètement interdit les activités d'une organisation terroriste qui vise à détruire l'État d'Israël. En tant que réseau international, Samidoun a diffusé une propagande anti-israélienne et anti-juive dans divers pays sous le couvert d'une « organisation de solidarité » pour les prisonniers. Samidoun a également soutenu et glorifié diverses organisations terroristes étrangères, dont le Hamas. L'organisation de célébrations spontanées ici en Allemagne en réponse aux terribles attaques terroristes du Hamas contre Israël montre la vision du monde antisémite et inhumaine de Samidoun d'une manière particulièrement dégoûtante* »¹⁸.

L'influence de Samidoun sur les militants propalestiniens en Belgique, notamment dans les universités, a suscité des débats intenses, particulièrement concernant les mobilisations étudiantes et l'organisation de manifestations. L'implication de Samidoun dans les milieux universitaires belges reflète aussi des tensions plus larges entre la défense de la liberté d'expression et les préoccupations liées à la diffusion de messages jugés extrémistes. Une centaine d'étudiants et de militants se revendiquant de « l'université populaire de Bruxelles » ont occupé le bâtiment B du campus du Solbosch de l'Université libre de Bruxelles (ULB) au nom de la solidarité avec le peuple palestinien. Ils avaient investi l'endroit dans la matinée après un rassemblement pour réclamer que les autorités de l'ULB « *rompent immédiatement et sans équivoque toutes formes de collaboration avec les institutions académiques et les entreprises sionistes qui participent à l'oppression systématique du peuple palestinien en Palestine* ». Des banderoles et des drapeaux palestiniens avaient été déployés aux fenêtres¹⁹.

Les liens de l'Université populaire avec Samidoun apparaissent rapidement. Son premier communiqué de presse a été publié le 5 mai 2024 sur la plateforme de Charleroi pour la Palestine²⁰. Celle-ci a été créée en 2009 et est membre du réseau Samidoun dont elle relaie activement toutes les activités. L'Université populaire a organisé dans le bâtiment occupé de l'ULB une conférence sur l'histoire de la résistance en Palestine impliquant Khaled Barakat le 20 mai 2024 et une conférence sur l'histoire des Mouvements étudiants en Palestine donnée par Mohammed Khatib le 21 mai 2024.

Durant l'occupation, l'UP a fait sans équivoque la promotion de la lutte armée. Le bâtiment occupé avait été rebaptisé du nom de « Wallid Daqqa », un terroriste condamné en Israël pour l'assassinat d'un soldat israélien. Les occupants avaient également affiché sur sa façade diverses banderoles pouvant être interprétées comme des apologies du terrorisme. L'une représentait une femme palestinienne armée d'une kalashnikov. Une autre proclamait « *Glory to the martyrs* », ce qui est souvent compris comme une apologie du terrorisme. Une autre encore réclamait la liberté pour Georges Ibrahim Abdallah, un terroriste libanais condamné à la perpétuité en France pour complicité dans l'assassinat de diplomates. Enfin, le slogan « *Free Palestine from the river to the sea* », qui peut être interprété comme un appel à la destruction de l'État d'Israël, avait été tagué sur les murs du bâtiment. Dans ce contexte, il n'est guère

¹⁷ (OCAM, *Insight*, N°18, 2024).

¹⁸ <https://www.jean-jaures.org/publication/lallemagne-apres-le-7-octobre-plus-jamais-ca-cest-maintenant/>

¹⁹ <https://cclj.be/temples-du-savoir-a-lecole-du-ressentiment/>

²⁰ (OCAM, *Insight*, N°18, 2024)

surprenant que plusieurs agressions à caractère antisémite aient été rapportées sur le campus²¹. L'occupation du bâtiment B du campus du Solbosch de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) par des activistes propalestiniens a pris fin le 25 juin. Elle aura duré 7 semaines. A la suite de l'évacuation des activistes par la police, de nombreuses dégradations ont été constatées : murs tagués, sol, plafond, mobilier et écrans endommagés. Les réparations ont été estimées entre 500.000 et 700.000 Euros²². Ce saccage contraste avec un mouvement présenté comme pacifique et démocratique d'étudiants indignés par les violences à Gaza.

²¹ <https://bx1.be/categories/news/agressions-detudiants-juifs-par-les-occupants-pro-palestiniens-sur-le-campus-de-lulb/>

²² https://www.7sur7.be/belgique/action-pro-palestinienne-a-lulb-des-degats-estimes-a-plus-de-500-000-euros-a600dded/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=socialsharing_web&referrer=https%3A%2F%2Fcclj.be%2F

La « divine surprise » du 7 octobre

Le « partage des eaux » apparaît au grand jour sur les réseaux sociaux dans les heures qui suivent l'annonce de l'attaque du Hamas. Pour les uns, il s'agit de condamner sans équivoque possible. Pour d'autres, aussi terribles que soient les crimes perpétrés (quand on veut bien les reconnaître) par les combattants du Hamas, on veut voir en eux d'abord l'expression de la résistance au colonialisme et à l'injustice. L'Association belgo-palestinienne publie le jour même un communiqué qui, sans approuver le massacre des civils, ne peut se résoudre à condamner nominativement le Hamas, ne serait-ce que moralement : « *Le droit international est la boussole de notre engagement pour les droits inaliénables du peuple palestinien et pour la justice et l'égalité en Israël/Palestine. À ce titre, nous soutenons le droit à la résistance anticoloniale des Palestiniens, dans le respect du droit international humanitaire, qui leur est notamment reconnu par la résolution 3236 de l'AG de l'ONU de 1974. Rappelons que l'occupation du territoire palestinien constitue un acte d'agression auquel les Palestiniens sont en droit de résister, de même que le blocus de Gaza, responsable d'un désastre humanitaire majeur depuis 16 ans. Ce même attachement au droit international nous conduit à condamner toute attaque indiscriminée contre les civils, en rappelant, à la suite de Nelson Mandela, que "c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte". Le cycle sans fin de violence ne pourra cesser que si Israël met fin à la violence structurelle que constitue son régime colonial d'apartheid. Il appartient à la communauté internationale de l'y contraindre.*²³ » Dès lors que « c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte », le Hamas n'est plus responsable de ses actes tandis que l'Etat d'Israël n'a qu'à s'en prendre qu'à lui-même devant le massacre de ses civils.

Le premier message que poste sur Twitter la députée française LFI²⁴ Ersilia Soudais est assez similaire : « *Gaza est une prison à ciel ouvert depuis bien longtemps, dans l'indifférence générale ! La haine attire la haine, et certains semblent découvrir que ce sont toujours les civils qui payent le prix de la guerre. Plus que des paroles, il faut de la justice pour faire la paix.* » Aucune condamnation des actes commis par le Hamas sur des civils qui, à aucun moment, ne sont d'ailleurs qualifiés de crimes. Son de cloche similaire ce 7 octobre chez le militant et essayiste Thomas Vescovi : « *Soyons clair. Tout appel au cessez-le-feu qui ne s'articule pas avec un engagement en faveur des droits des Palestiniens, la fin du régime d'apartheid israélien, la justice et la sécurité, n'est qu'un retour à une situation qui, a précisément, préparé les événements en cours depuis ce matin.* » (Tweet du 7 octobre 2023). Il n'y a encore aucune condamnation de ce que vient de faire le Hamas. Mais une justification implicite de ces actes : ce serait l'apartheid israélien qui aurait conduit au 7 octobre. Il est difficile de ne pas considérer que ce qu'accomplit le Hamas est un minimum légitime si on garde présent à l'esprit que c'est l'apartheid qui l'y pousse. Bien entendu, l'idéologie islamiste, l'antisémitisme puissant de ce mouvement, n'ont aucun lien avec ce qui vient de se passer. Le suggérer serait certainement la marque d'une posture coloniale, d'un regard orientaliste et pour tout dire d'une islamophobie latente. L'effacement du caractère judéophobe de l'idéologie que porte le Hamas est patent dès l'instant où on le tait. Parmi les pièces à convictions récupérées par l'armée israélienne cette conversation entre un combattant du Hamas et son père : « *Papa, maman, votre fils est un héros. J'ai tué dix Juifs. J'ai tué dix Juifs, j'ai leur sang sur les mains* ». Et le père de s'exclamer : « *Allahu Akbar* ». Il y a enfin ces assaillants du mouvement islamiste qui hurlent : « *On a tué les chiens de Juifs* ». Les négationnistes du pogrom du 7 octobre ne s'embarrasseront pas de

²³ Opération "Déluge d'Al-Aqsa" : communiqué de l'ABP - Association belgo-palestinienne (association-belgo-palestinienne.be)

²⁴ La France insoumise. Parti de Jean-Luc Mélenchon

tels éléments tant il leur paraîtra évident qu'il s'agit encore une fois d'acteurs en service commandé.

Mais surtout quid de l'apartheid chez les kibboutzim assassinés par la « résistance palestinienne » ? Construit à partir d'une réalité objective, l'occupation et l'humiliation des Palestiniens de Cisjordanie, ce propos fait l'impasse sur le caractère indistinct de l'attaque du Hamas, civils (en majorité) comme militaires, mais aussi et surtout que les armes n'ont pas visé les habitants juifs en Cisjordanie occupée mais l'intérieur de l'Etat d'Israël. Surtout, il n'accorde visiblement aucune importance au fait que le Hamas s'en prenne à tout israélien, coupable par essence, aussi engagé à « gauche » soit-il. Militant depuis presque cinquante ans pour la création d'un Etat palestinien, au côté d'Israël et non à sa place, le secrétaire-général de *J-Call* David Chemla exprime le désarroi du camp progressiste en Israël : « *Savaient-ils seulement, en tuant leurs victimes d'une façon aussi barbares, brûlant ce qu'il restait de leurs pauvres corps, après les avoir violées, décapitées, démembrées à tel point que toutes n'ont pas été identifiées qu'ils assassinaient ceux qui se battent contre l'occupation et pour que les Palestiniens aient un Etat ? Comme Carméla, membre de La Paix maintenant, qu'ils ont brûlée avec Noya, sa petite-fille autiste ? Ont-ils reconnu Vivian, qui accompagne les enfants de Gaza dans les hôpitaux israéliens ?* »²⁵ Thomas Vescovi parle des « droits des Palestiniens » mais jamais de ceux des Israéliens. Que faut-il inférer de cet « oubli » sinon que ces derniers n'ont précisément aucun droit en propre ? Au sens strict, les Israéliens sont néantisés. Il n'est pas question de construire la paix entre deux parties, puisque l'une d'entre elle incarne la justice et une innocence quasi-absolue tandis que l'autre est dotée d'une essence criminelle depuis l'origine. Depuis le commencement autrement dit depuis les débuts du sionisme et pas seulement depuis juin 1967. Il n'y a pas à réconcilier le « bien » et le « mal » mais à éliminer ce qui doit l'être.

La première déclaration de l'essayiste belge Michel Collon après l'attaque du Hamas intervient sur Twitter le 9 octobre : « *Le dernier État colonial au monde... Une aberration qui finira bien par prendre fin un jour. Ça prendra le temps qu'il faudra mais le peuple palestinien ne cessera jamais son combat tant que cette situation perdurera.* » Devant la violence du massacre commis en majorité contre les civils israéliens, l'accusation de génocide portée contre Israël intervient comme une « réponse » dès les premiers jours, avant même que le moindre soldat de Tsahal ne soit entré dans la bande de Gaza. On comprend assez vite que toute riposte israélienne est, peu ou prou, un « génocide ». En témoigne ce communiqué de l'Association belgo-palestinienne publié le 13 octobre 2023 : « *Al-Haq, le Centre Al Mezan pour les droits humains, et le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) appellent les États tiers à intervenir de toute urgence pour protéger le peuple palestinien contre le génocide. Entre le samedi 7 octobre et le vendredi 13 octobre à 22 heures, le Ministère palestinien de la Santé a fait état d'au moins 1.900 Palestiniens tués et 7.699 blessés à Gaza. Ce soir, Israël a fermé les routes de contournement dans toute la Cisjordanie. Depuis le samedi 7 octobre, les attaques violentes se sont multipliées en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, l'armée israélienne et les colons tuant 51 Palestiniens, dont 16 aujourd'hui, et en blessant plus de 950. La situation s'est considérablement détériorée, Israël ordonnant l'évacuation de 1,1 million de Palestiniens du nord de la bande de Gaza, densément peuplé, vers le sud de la bande. Le déplacement forcé des Palestiniens à Gaza a été précédé par des déclarations génocidaires de la part de hauts*

²⁵ [Guerre Israël-Hamas : « Après avoir vécu ces dernières années comme Athènes, dans l'insouciance d'un statut illusoire, Israël se voit contraint de redevenir Sparte » \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/13/guerre-israel-hamas-apres-avoir-vecu-ces-dernieres-annees-comme-athenes-dans-linsouciance-dun-statut-illusoire-israel-se-vit-constraint-de-redevenir-sparte_6000111.html)

responsables politiques et militaires israéliens durant les jours précédents²⁶ » On pensait que le déplacement de la population du nord de la bande de Gaza avait pour objet de les mettre à l'abri des bombardements qui, justement, ont commencé par viser le nord de ce territoire. On se trompait, il s'agissait d'un acte constitutif de génocide. Le communiqué de l'Association belgo-palestinienne paraît six jours après le 7 octobre. Il a donc fallu six jours pour déterminer qu'Israël était en train de commettre un génocide.

En France, une partie de ce que l'on appelle communément les « antifas », c'est-à-dire une mouvance groupes autonomes et souvent informels se prévalant de la lutte contre le fascisme, apporte aussi un soutien sans réserve aux actions commises par le Hamas. C'est le cas de l'*Action Antifasciste Paris-Banlieue* : « *Face aux événements actuels en Palestine on ne peut que se ranger du côté de la résistance palestinienne. Il ne faudra pas rentrer dans des inversions accusatoires : les responsables ce sont les colons qui tuent et pillent.* » (Tweet, 7 octobre 2023) Les kibbutzim attaqués doivent alors être considérés, en toute logique, comme des colonies et le Hamas qui régulièrement fait montre d'un antisémitisme rabique (antisémitisme et pas seulement antisionisme) se voit auréolé du qualificatif de « résistance » qui plus est par des individus qui prétendent agir au nom de l'« antifascisme ».

L'inversion de sens est totale. Elle permet de criminaliser les victimes : « *Regardez tout(sic) ces hypocrites qui toute l'année se taise(sic) sur tout(sic) les crimes coloniaux et d'apartheid, les assassinats ciblés de journalistes, les bombardements de civils et les vols de terre. Aujourd'hui ils pleurent la résistance.* » (Tweet du 7 octobre 2023, orthographe d'origine). L'*Action Antifasciste Paris-Banlieue* publie également une photo des combattants du Hamas qui détruisent la frontière avec le commentaire suivant : « *Qui ici ne peut se réjouir de voir tomber ces murs* » (Tweet du 7 octobre 2023). La photo est extraite d'un compte intitulé « *Palestine online* » qui écrit : « *Palestinian bulldozers start removing the wire separating the Gaza Strip from the occupied Palestinian territories.* » (Tweet du 7 octobre 2023). Tout l'Etat d'Israël est en ce cas une colonie, Tel-Aviv au même titre que la Cisjordanie, et ses habitants juifs des colons qui, à ce titre, méritent le sort funeste que la « résistance » leur réserve. Le 11 octobre l'*Action Antifasciste Paris-Banlieue* relaie un message d'un militant : « *Toujours bon de le rappeler : antisioniste parce qu'antifasciste. De la mer au Jourdain, de Gaza à Jérusalem : Palestine vivra, Palestine vaincra. Rendez-vous jeudi 12 octobre à 18h à République pour le rassemblement en soutien à la résistance palestinienne.* » La résistance palestinienne, autrement dit ici le Hamas, incarnerait ainsi le combat antifasciste actuel. En revanche, dès les premières heures de la riposte israélienne, le compte Twitter de l'*Action antifasciste Paris-Banlieue* parle de nettoyage ethnique puis de génocide. Ce qui est finalement assez logique si on considère que les crimes commis contre des civils israéliens (là encore si on veut bien reconnaître qu'un Israélien puisse aussi être un civil) sont de la résistance, voir que le Hamas participe de l'« antifascisme ».

Certains ironisent à l'instar du militant Waleed Abu Dbaa, créateur de la première école francophone à Gaza et reçu en France par le député LFI Adrien Quatennens : « *Les Palestiniens ont trouvé une mamie israélienne avec sa petite voiture de golf. On lui fait du tourisme(sic) à Gaza, par contre on ne va jamais faire de mal à cette vieille dame, en plus elle a l'air contente* » (message posté le 7 octobre 2023 sur le groupe public Tabassam Info-Gaza-Palestine). Ce soutien affiché à la terreur a aussi des effets contre-productifs. L'association belgo-palestinienne publie un texte de Fathi Nimer qui inverse la perspective : « *Chercher à*

²⁶ [Action urgente : les organisations palestiniennes de défense des droits humains appellent les États tiers à intervenir de toute urgence pour protéger le peuple palestinien contre le génocide - Association belgo-palestinienne \(association-belgo-palestinienne.be\)](https://association-belgo-palestinienne.be/)

comprendre la violence que constitue pour les Palestiniens l'injonction à condamner les massacres du 7 octobre aide à remettre en cause la perception biaisée de la question israélo-palestinienne qui prédomine en Occident. »

La violence se situerait donc du côté de ceux qui demandent une condamnation préalable des massacres de civils et des viols commis en masse : « *L'insistance à faire précéder tout entretien avec les Palestiniens de l'exigence implicite – et parfois explicite – de condamner le Hamas est devenue une caractéristique de l'environnement médiatique depuis le 7 octobre. En effet, une telle exigence sert de «test» pour déterminer si vous méritez de vous joindre au discours public « civilisé » sur le sujet. Il s'agit d'une tactique bien trop familière visant à cadrer l'entretien avant même qu'il ne commence et à projeter une certaine position sur les Palestiniens avant même qu'ils n'ouvrent la bouche. On cherche ainsi à arracher de manière préventive une concession qui pourra ensuite être exploitée pour justifier les actions israéliennes et le génocide dans la bande de Gaza. [...] La vérité est que nous pouvons relier tout ce qui se passe aujourd'hui à sa cause première, à savoir la Nakba de 1948 et le nettoyage ethnique de la Palestine, ce que les médias semblent vouloir de préférence enterrer.²⁷* » Au-delà de toutes les dénégations, la tonalité générale chez les soutiens de la cause palestinienne est une approbation tacite de ce qui vient de se passer ce 7 octobre.

Des déclarations de dignitaires israéliens vont rapidement être l'occasion de retrouver la répartition des rôles entre Israéliens-bourreaux et Palestiniens-victimes. Une en particulier enflamme les réseaux sociaux : celle du ministre de la Défense Yoav Galant, prononcée le 9 octobre (la date a son importance), à propos des Palestiniens de Gaza que la traduction française rend par « animaux humains ». Dans le *verbatim*, Galant parle de « *Khayat adam* », ce qui correspond à l'expression française « bêtes sauvages » que l'on applique à des criminels particulièrement féroces, ce qui dans son esprit renvoie selon toute vraisemblance, au regard du contexte, aux actes du Hamas et à ses supporters (qui furent aussi civils dans la bande de Gaza). Le contexte, indispensable si on souhaite éviter les contresens, est ici évacué au profit d'une interprétation univoque : Israël s'apprête à commettre un « génocide » et vient de l'annoncer publiquement à la face du monde. Pendant des années l'ancienne ministre de la Culture israélienne Miri Regev était surnommée par le Tel-Aviv branché « *Behema* », autrement la bête de ferme et plus spécifiquement le bovin. « *Se conduire comme une bête* » pour reprendre une métaphore courante : une chronique juive du Yémen qui relate des persécutions qui frappent la communauté juive en 1495 parle des « loupes arabes²⁸ ».

Pour certains, il s'agit d'une là d'une aubaine qui leur permet de « canceliser » cette source juive au motif de l'« animalisation raciste » exprimée à l'encontre de son voisinage arabo-musulman. En tout état de cause, la déclaration du ministre israélien s'inscrit pour Rima Hassan dans la continuité de l'idéologie sioniste : « *L'animalisation du sujet Palestinien est au cœur de l'entreprise coloniale et raciste de l'Etat d'Israël et ce depuis ses débuts* » (Tweet du 9 octobre 2023). À son corps défendant, la militante palestinienne reproduit une essentialisation en creux de la partie adverse, réduite dans son être le plus profond aux propos d'un homme dont on méconnaît, volontairement ou non, l'instant depuis lequel il s'exprime. Parallèlement, Rima Hassan poste le même jour un message issu du compte Twitter de l'émission « *C dans l'air* » dans lequel est citée la chercheuse Agnès Levallois selon laquelle « *l'opération du Hamas aussi horrible soit-elle ne doit pas être déconnectée de l'histoire* », en l'occurrence est-il précisé

²⁷ « ... Mais est-ce que vous condamnez le Hamas ? » - Association belgo-palestinienne (association-belgo-palestinienne.be)

²⁸ Cité in Yossef Yuval Tobi, *Juifs et musulmans au Yémen des origines à nos jours*, traduit de l'hébreu par Jean-Luc Allouche, Tallandier, 2019, p.95

depuis 1948. « *Il y a une négation de l'existence des Palestiniens [...] Il va falloir que les politiciens israéliens les remettent à la table des négociations* » poursuit Agnès Levallois. Il faudrait « historiciser » l'action du Hamas, sans référence bien entendu au pogrom de 1929 ou à l'idéologie des Frères musulmans, mais exclusivement à partir des injustices imputables à l'Etat d'Israël, tandis que les propos de tel ou tel responsable israélien prononcés au lendemain du massacre reflèteraient une essence, celle du racisme intrinsèque au sionisme. En toute bonne logique, il faudrait aussi incriminer l'écrivain israélien David Grossman : « *Il existe des degrés de gravité du mal que le bon sens et le sentiment naturel savent distinguer. Et lorsqu'on regarde le champ de massacre de la « rave de la nature », lorsqu'on regarde les terroristes du Hamas foncer sur leurs motos à la poursuite de jeunes gens dont une partie continue à danser, inconscients de ce qui est en train de se produire ; quand on voit comment ils les rabattent, les pourchassent comme du gibier et les exécutent avec des hurlements de joie... Je ne sais s'il faut les traiter de « bêtes sauvages », mais, sans nul doute, ceux-là ont perdu figure humaine.* »²⁹

²⁹ In *Haaretz* (pour la version initiale). Traduction française de Jean-Luc Allouche parue dans *L'Obs* (et citée ici) : [Hamas, Israël, Netanyahu... « Un cauchemar à nul autre pareil », par l'écrivain David Grossman \(nouvelobs.com\)](http://nouvelobs.com)

Oublier le « 7 octobre » : une nécessité pour faire condamner l'Etat juif pour « génocide »

La « page » du 7 octobre 2023 n'a pas tardé à se refermer. Le 16 novembre 2023, la structure jeunesse du Parti du Travail (PTB), Comac³⁰, annonce le lancement d'une campagne de boycott des universités israéliennes : « *Ce qui se passe à Gaza est un massacre. L'ONU alerte sur un risque de génocide. Et la situation ne fait qu'empirer. Les experts de l'ONU ont officiellement déclaré que rendre Gaza inhabitable est un crime de guerre. Et les avocats du monde entier tirent la sonnette d'alarme sur les violations du droit international. L'armée israélienne ne respecte pas la liberté académique. Israël a déjà attaqué plusieurs écoles : des frappes aériennes ont été menées contre l'université Al-Azhar à Gaza et en Cisjordanie palestinienne, l'université de Birzeit a été envahie à plusieurs reprises. En tant qu'universités partenaires de l'Université de Gand et de la VUB, nous ne pouvons pas laisser passer ça ! Dans l'enseignement supérieur belge, des établissements collaborent encore avec des universités israéliennes contribuant directement à l'occupation de la Palestine et à la production d'armes destinées à être utilisées contre des civils innocents. Le boycott universitaire de ces projets est un élément important pour mettre fin à la violence, comme ce fut le cas en Afrique du Sud dans les années 1960. [...] Des universitaires du monde entier, spécialisés dans le droit international et les études sur le génocide, mettent en garde sur la situation actuelle concernant les crimes de guerre en cours. Les universités devraient écouter leurs propres experts. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ne doit pas s'en tirer comme ça !*³¹ »

Une fois la sidération passée, la rhétorique habituelle a finalement repris le dessus. Une seule chose a peut-être changé : en plus d'être un Etat d'apartheid, Israël est désormais un Etat génocidaire. Le député belge socialiste, ancien ministre de la Défense et ancien président de la Chambre, André Flahaut s'en fait l'écho sur les réseaux sociaux dès le 28 octobre 2023 : « *Je m'associe à la déclaration du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, parce que Gaza aujourd'hui, c'est Varsovie hier.* »(sic) L'association Israël/nazisme revient de façon récurrente.

L'ancien ministre fédéral et actuel dirigeant de Solidaris, Jean-Pascal Labille, publie au début de l'actuel conflit entre Israël et le Hamas une image qui associe l'État juif au défunt IIIe Reich. Devant le tollé, il la retire et s'en excuse. Paradoxe qui n'est qu'apparent, la nazification d'Israël chemine de concert avec la négation du génocide juif. L'éditeur et essayiste belge Michel Collon, par exemple, qui relaie les appels à condamner Israël pour « génocide » à Gaza éditait jadis, on l'a dit, le militant négationniste³² Paul-Éric Blanrue dans son livre collectif *Israël, parlons-en !* (2010). Dans la dernière édition, la contribution de Blanrue a disparu mais celle de Jean Bricmont est toujours là. Ce dernier s'est pourtant signalé par ce singulier message posté sur Facebook au lendemain de la mort du négationniste français Robert Faurisson : « *J'ai une bonne nouvelle pour les adorateurs de la lutte contre la haine : Faurisson est mort. Vous allez pouvoir déchaîner votre haine pendant un certain temps en lui crachant dessus, ainsi que sur Chomsky et bien d'autres. Pour moi, il restera le symbole (pas lui mais ses censeurs) de l'absurdité de notre époque où tout le monde se prétend laïc mais a fait de l'holocauste, de la « mémoire », de la repentance, et de l'idéologie des droits de l'homme qui lui est associée une véritable religion, avec ses lois (de censure), ses musées, ses célébrations (voyages à Auschwitz ou à Yad Vashem), ses incantations ("plus jamais ça"). J'ai rarement eu une discussion sur les guerres humanitaires ou la construction européenne sans qu'on ne me parle de l'holocauste*

³⁰ Pour « Changement, Optimisme, Marxisme, Activisme, Créativité »

³¹ [Comac lance une pétition pour que les universités et hautes écoles boycottent Israël - Comac FR \(comac-students.be\)](http://comac-students.be)

³² Voir [REFLEXes | Procès Dieudonné – Faurisson : la Cour des Miracles négationnistes !! \(samizdat.net\)](http://REFLEXes | Procès Dieudonné – Faurisson : la Cour des Miracles négationnistes !! (samizdat.net))

après 5 min. Quel est le rapport ? Aucun ; c'est pourquoi je parle de religion. Des quantités de gens qui n'ont rien à voir avec Faurisson, par exemple des pacifistes, des libertaires ou des anti-impérialistes (le plus connu étant Chomsky) ont été traînés dans la boue, on leur a refusé la possibilité de parler, même pour répondre à des calomnies, on les a marginalisé ou fait perdre leur emploi au nom de cette religion. Les athées de cette religion (les « négationnistes ») ont subi une multitude de procès, d'amendes phénoménales et de peines de prison, jusqu'à 12 ans ! Oui, oui, 12 ans de prison pour pur délit d'opinion (Horst Mahler en Allemagne) dans votre chère Europe démocratique. Bien sûr aucun défenseur des droits de l'homme n'a jamais levé le petit doigt pour protester. Les droits de l'homme c'est bon pour faire de l'agitation contre la Russie, le Venezuela, la Chine, l'Iran etc. Comme toute religion, celle de l'holocauste et des droits de l'homme est liée à une gigantesque hypocrisie : le « silence » est toujours supposé être « complice » sauf quand il s'agit des crimes du principal bénéficiaire de cette religion, l'État d'Israël et, plus généralement l'impérialisme occidental. » Nullement secret (on le trouve sur la page Facebook de l'intéressé) cet écrit n'a pas valu à Jean Bricmont d'être écarté de la réédition de l'essai de Michel Collon. Ce dernier écrivait d'ailleurs sur Twitter le 22 décembre 2023 : « Ce n'est pas une guerre contre le Hamas mais contre les Palestiniens. Pour un « terroriste » touché, plus de dix civils sont éliminés. Un massacre innommable, un nettoyage ethnique, que seuls défendent encore quelques sionistes acharnés (qui sont du mauvais côté de l'Histoire). » Puis ceci, le 11 janvier 2024, toujours sur Twitter : « Ce qui se joue en ce moment à La Haye est capital car on y voit ceux qui se trouveront du bon et ceux qui se trouveront pour de longues années du mauvais côté de l'Histoire. » Le même jour Paul-Éric Blanrue, précédemment cité, commentait de la façon suivante la photo d'un homme les joues creusées et le regard terrorisé dans le coin d'un hôpital de Gaza : « Auschwitz 1943 ? Non, Gaza 2024 ! » La veille, Caroline Gennez du Parti socialiste flamand (Vooruit) s'écrivait : « Amis allemands : allez-vous vraiment vous retrouver deux fois du mauvais côté de l'histoire ? » (La Libre, 10 janvier 2024). Sur Twitter, Paul-Éric Blanrue comme Jean Bricmont relaient les plaidoiries des avocats sud-africains à La Haye. Quant au néo-nazi³³ français Frédéric Chatillon (grand admirateur du nazi belge Léon Degrelle) il reproduit à la date du 6 janvier 2024 un extrait d'une allocution de Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Féin à Dublin : « Pourquoi Israël est-il différent ? Israël ne se soucie pas du droit international. Israël s'en fiche. Pourquoi ? Parce que, Israël n'est jamais tenu pour responsable. »

Le 26 mai 2024, se tenait à Bruxelles une marche européenne pour une Palestine libre. L'appel a été relayé par l'association belgo-palestinienne : « Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza est la continuation de la Nakba, lorsqu'en 1948, des centaines de milliers de Palestiniens ont été déplacés de force. C'est la continuation de 76 années de violations du droit international par Israël, marquées par le colonialisme et l'apartheid contre l'ensemble du peuple palestinien, l'occupation de leurs terres et 16 années de blocus imposées aux Palestiniens vivant dans la bande de Gaza. Depuis plus de sept mois, plus de 33 797 Palestiniens et Palestiniennes, majoritairement des femmes et des enfants, ont été tuées. Plus de 76 465 personnes ont été blessées. Plus de 7000 personnes sont portées disparues. Environ 2 millions de personnes ont été déplacées de force tandis qu'une grande partie des infrastructures civiles ont été totalement détruites. La communauté internationale doit agir pour mettre fin à l'injustice qui perdure et, de manière urgente, mettre en œuvre un cessez-le-feu immédiat et permanent et assurer la protection de toutes les populations civiles, la libération de toutes les personnes captives, la levée du siège de Gaza, et un accès à l'aide internationale pour les Palestiniens de Gaza

³³ Voir [REFLEXes | Le chemin de Damas de Monsieur C. \(samizdat.net\)](#) et [REFLEXes | Quand le GUD prend le parti de l'étranger \(samizdat.net\)](#) ainsi que le témoignage de son ancien « camarade » Denis Le Moal : [«Soirées nazies»: le témoignage qui accuse | Mediapart](#)

*actuellement en urgence humanitaire absolue.*³⁴ » Les chiffres des personnes tuées que le communiqué donne sont ceux issus du ministère de la Santé à Gaza, autrement dit du Hamas. Ce seul fait ne constitue pas, en soi, une présomption de mensonge. Seulement un certain nombre d'études ont montré depuis comment l'organisation islamiste manipulait les chiffres pour arriver au mythe d'une guerre israélienne menée principalement contre les femmes et les enfants, si on en croit une partie de la presse mondiale qui, tel un message pré-enregistré, répète inlassablement que les frappes israéliennes occasionnent exclusivement des victimes civiles « principalement des femmes et des enfants »(sic).

Après avoir célébré l'action du Hamas (et d'un certain nombre de civils palestiniens) le 7 octobre, la militante propalestinienne belge Marianne Blume s'attache à nier la réalité des crimes commis, sinon à en atténuer fortement la gravité. Le 29 avril 2024, l'Association belgo-palestinienne publie son article « Le mensonge comme arme de guerre³⁵ ». Sans guère d'originalité, son réquisitoire s'ouvre sur la légende des « quarante bébés décapités », propos d'une journaliste bouleversée après ce qu'elle venait de voir et attribué à tort à la communication officielle de l'Etat d'Israël : « *Des personnes criantes de crédibilité, mimant l'émotion intense, ont témoigné de 40 bébés décapités, de bébés pendus à un fil, d'un bébé cuit dans un four, d'enfants ligotés et brûlés, d'une femme éventrée dont le foetus avait été extrait et poignardé, de viols systématiques et de bien d'autres horreurs.* » Ici Marianne Blume relaie une légende soigneusement mise en avant par les thuriféraires du Hamas et dont des comptes Twitter spécialistes du « debunkage » ont déjà fait litière. En l'espèce, une journaliste de la chaîne I24news en anglais parle d'un officier qui lui aurait parlé d'enfants décapités et aurait avancé le chiffre de quarante d'entre eux, des bébés de surcroît. Le récit a été repris en boucle mais jamais les autorités militaires n'y ont apporté le moindre crédit. Et ce qui est au départ une faute journalistique caractérisée, mais compréhensible au regard d'un contexte extrêmement lourd sur un plan émotionnel, se transforme dans les milieux propalestiniens en « mensonge d'Etat d'Israël », ce qui pour le coup est une accusation calomnieuse, et de fait un mensonge.

Pour les négationnistes de la Shoah, c'est l'évidence : les Juifs sont coutumiers du mensonge. Ainsi, quand le journal *Le Figaro* publie une dépêche de l'agence Reuters qui annonce : « *Un officier israélien dit avoir découvert un bébé décapité dans un kibbouz attaqué par le Hamas* », le responsable du mouvement d'extrême droite belge *Nation*, Yvan Benedetti, titre sur son compte Telegram : « *Ce n'est plus 40 bébés décapités !? Ils mentent comme ils respirent...* » Pourtant quand des informations fallacieuses ont circulé, les autorités israéliennes l'ont reconnu ce qui exclut la thèse du « complot », autrement dit de mensonges volontaires, qui est soutenue. Faisant fi de tout contexte pour mieux étayer l'idée d'une manipulation froide et intéressée, Marianne Blume n'accorde aucune importance à la parole israélienne sinon pour dire qu'elle ment systématiquement ou que, prise sur le fait, elle finit par admettre son mensonge : « *Il est certain que les mensonges ont été sciemment proférés, notamment par les porte-parole de l'armée et les sites israéliens officiels. Netanyahou et sa femme, le ministre des Affaires étrangères, le président Herzog et sa femme, des ambassadeurs les ont intentionnellement diffusés. Le cas de la femme éventrée est exemplaire des mystifications. Une vidéo a circulé qui prétend apporter la preuve de cette exaction ; elle a été commentée par l'épouse du président. Or les images sont en réalité tirées d'une vidéo partagée en 2018, qui montrerait les sévices commis par un cartel mexicain. Sollicitée par CheckNews, la présidence israélienne reconnaît*

³⁴ [European March in Brussels For a Free Palestine - Association belgo-palestinienne \(association-belgo-palestinienne.be\)](http://European March in Brussels For a Free Palestine - Association belgo-palestinienne (association-belgo-palestinienne.be))

³⁵ [Le mensonge comme arme de guerre - Association belgo-palestinienne \(association-belgo-palestinienne.be\)](http://Le mensonge comme arme de guerre - Association belgo-palestinienne (association-belgo-palestinienne.be)), Marianne Blume, 29 avril 2024

que “la vidéo qui a ensuite été jointe à l’article n’est peut-être pas liée à l’événement”. » Cette reconnaissance devrait plutôt plaider pour la bonne foi israélienne. Ce n’est nullement le cas sous la plume de Marianne Blume qui, à son corps défendant, verse dans le négationnisme : « *Au milieu d’une opposition croissante à Netanyahou, les mensonges précédents ayant fait long feu, la machine de propagande usine une nouvelle manipulation. Après l’attaque du 7 octobre, les officiels et la presse israélienne avaient dénoncé des viols et au mois de novembre, la commission d’enquête de l’ONU sur les crimes de guerre créée en 2021 par le Conseil des droits de l’Homme des Nations Unies décide de se focaliser sur les violences sexuelles commises par le Hamas.* » Ici, Marianne Blume reprend quasiment à la lettre la phraséologie du négationniste Robert Faurisson : « *Le mythe des chambres à gaz nazies se porte si mal qu’il a fallu lui trouver un substitut ou un succédané. Les « charniers d’Ukraine » feront pour l’instant l’affaire, du moins sur le plan médiatique.*³⁶ »

Tout le reste est du même acabit : les preuves avancées par Israël ne sont pas des preuves puisque, dit-elle en substance, on ne peut être juge et partie, ce qui revient à suspecter de falsification toute parole israélienne qui ne serait pas alignée sur la partie palestinienne, ou plus exactement qui ne dédouanerait pas le Hamas des crimes commis. La logique qui sous-tend la rhétorique de Marianne Blume est encore une fois similaire à celle des négationnistes de la Shoah : le tribunal de Nuremberg est celui des vainqueurs et, à ce titre, il ne peut que noircir les préputés crimes des Allemands pour mieux justifier les crimes des Alliés. Quant aux témoins avancés par ces derniers, ils ne peuvent être crédibles dès lors qu’ils ont partie liée aux puissances qui ont vaincu l’Allemagne. De la même façon que les négationnistes rejettent les témoignages recueillis dans *Le Livre noir* sur les crimes contre les Juifs commis en URSS, au motif que Vassili Grossman et Ilya Ehrenbourg étaient engagés avec les Soviétiques, Marianne Blume rejette toutes les enquêtes produites par la partie israélienne sur les crimes sexuels commis par le Hamas et un certain nombre de civils palestiniens dès l’instant où, par cette seule qualité, la parole israélienne est suspectée de mentir. Raisonnement implacable.

³⁶ [Le Père Patrick Desbois est un sacré farceur | L'Archive Faurisson / The Faurisson Archive \(robert-faurisson.com\)\]](http://Le%20P%C3%A8re%20Patrick%20Desbois%20est%20un%20sacr%C3%A9%20farceur%20%7C%20L%27Archive%20Faurisson%20%2F%20The%20Faurisson%20Archive%20(robert-faurisson.com).)

Conclusion : quel futur pour les Juifs européens ?

Le 30 septembre 2024, la Vice-Première ministre de Belgique, Petra de Sutter, du parti écologiste Groen, publie le message suivant sur son compte Twitter : « *L'invasion terrestre prévue du Liban viole gravement le droit international. Il ne s'agit pas de légitime défense, mais d'une provocation à la guerre totale. Un cessez-le-feu immédiat est nécessaire, maintenant. L'UE et la communauté internationale doivent réagir en imposant des sanctions maximales à Israël. La destruction doit cesser.*³⁷ » À titre de comparaison, chez le voisin français une déclaration de ce genre serait commune de la part des mouvements de la gauche « radicale », au premier rang desquels LFI, mais certainement pas dans les rangs du gouvernement. La différence est de taille. Elle est aussi, peut-être, une question de temps.

Si d'aucuns considèrent que la Belgique fait figure de laboratoire et préfigure, peut-être là-encore, le futur d'une partie de l'Europe, le phénomène existe bel et bien dans différents pays européens. Des figures de la gauche comme Corbyn, Mélenchon et Hédebow ont choisi de miser sur le potentiel électoral des jeunes des cités, d'où leur stratégie de s'approprier sans retenue la cause palestinienne. C'est ainsi que Mélenchon a centré ses campagnes électorales sur Gaza avec Rima Hassan en tête de file, tandis qu'en Belgique, les partis dits progressistes, comme le PTB et le PS en sont venus à soutenir *de facto* le Hamas et le Hezbollah, mouvements totalitaires, antiféministes, antisémites et homophobes. Partout en Europe, l'heure est à la « palestinisation » de la vie politique.

À Bruxelles, les partis de gauche, face à la panique existentielle causée par la *Team Fouad Ahidar*, n'ont eu de cesse de jouer les idiots utiles des islamistes ; tous ont rivalisé d'efforts pour séduire l'électorat musulman, faisant de Gaza un des axes centraux de leur stratégie électorale lors des récentes élections... communales. « *On peut se demander si la « palestinisation » de la vie politique que l'on constate de Bruxelles, à Madrid, en passant par Paris, est du seul ordre de l'antisémitisme de calcul, c'est-à-dire électoraliste* »³⁸, s'interroge dans l'historien belge Joël Kotek, professeur émérite de l'ULB et président de l'Institut Jonathas. « *Certes, on peut parler d'antisémitisme d'opportunité, mais pas uniquement. La "palestinisation" de la vie politique européenne reflète aussi un antisémitisme réprimé depuis la Shoah. On se souvient qu'en 2014, Jean-Luc Mélenchon avait tenu des propos controversés sur le CRIF, accusant les Juifs de se glorifier d'avoir crucifié Jésus-Christ.* »

Souvenons-nous de l'annulation du match de football Belgique-Israël au mois de juin dernier³⁹ et à titre de comparaison celui qui s'est tenu entre la France et Israël ce mois de novembre. Jamal Ikabzan du PS belge s'était mobilisé avec succès pour l'annulation de ce match ainsi qu'il s'en était ouvert le 26 avril 2024 au Parlement francophone : « *En tant que grand sportif, je suis convaincu que le sport est un vecteur important de dialogue et de rapprochement. En septembre, un match de football opposant la Belgique à Israël est prévu. Je pense que ce match ne devrait pas avoir lieu. En effet, nous ne pouvons pas accueillir cet État sur notre territoire.*⁴⁰ » Le député belge Jamal Ikabzan a eu gain de cause contrairement au député

³⁷ Lien du message original : [Petra De Sutter sur X : "The planned ground invasion of Lebanon grossly violates international law. This is not self-defense, but provoking all-out war. An immediate ceasefire is needed, now. The EU & international community must respond with maximum sanctions on Israel. The destruction must end."](https://x.com/sutter/status/1841037184473641419) / X ; voir aussi la réaction du journaliste français Jean Quatremer :

<https://x.com/quatremer/status/1841037184473641419>

³⁸ <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2024/10/17/la-religion-le-nouvel-opium-de-la-gauche-MEVXATUE7RAARIPVQYLBATIPKM/>

³⁹ [Nations League: la Ville de Bruxelles refuse d'accueillir le match Belgique-Israël - Le Soir](https://www.lesoir.be/2453553/nations-league-la-ville-de-bruxelles-refuse-daccueillir-le-match-belgique-israel/)

⁴⁰ [document](https://www.lesoir.be/2453553/nations-league-la-ville-de-bruxelles-refuse-daccueillir-le-match-belgique-israel/)

français Louis Boyard (LFI) qui a tenté également, mais sans succès, de faire annuler le match France-Israël. Héritage spécifiquement français, la laïcité y est-elle pour quelque chose ? C'est probable. Toujours est-il que, pour le moment, les gouvernements français tiennent bon quand en Belgique les digues ont objectivement lâché.

Restons dans le domaine du football, ou plutôt de celui des incidents qu'ils peuvent susciter. Au lendemain des violences dont les supporters de football israéliens ont été les victimes à Amsterdam le 7 novembre 2024, de nombreuses personnalités politiques européennes, tant de gauche que de droite, se sont alarmées des « *lynchages antisémites* » après le match de football opposant l'Ajax Amsterdam au Maccabi Tel Aviv survenus à la veille de l'anniversaire de la *Nuit de cristal*. Durant les émeutes d'Amsterdam, après que cris de « Juifs cancer » aient été scandés, des hommes et des femmes passés à tabac ont dû crier qu'elles n'étaient pas juives pour tenter d'échapper à leurs agresseurs. Mais de nombreux élus de la gauche radicale et de militants associatifs se sont efforcés, quant à eux, à minimiser les faits, voire carrément à les justifier comme la députée française LFI, Marie Mesneur selon laquelle « *ces gens-là n'ont pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs, mais bien parce qu'ils étaient racistes et qu'ils soutenaient un génocide* ». Le député LFI du Vaucluse et militant antifa, Raphaël Arnault, affirme de son côté que les supporters du Maccabi étaient des « *hooligans racistes et violents* » qui étaient venus pour se battre. En clair, ils l'ont bien cherché... Un argument assez classique quand des Juifs se font agresser, c'est vieux comme l'antisémitisme. En Belgique, le mouvement Université populaire de Bruxelles a apporté un soutien sans équivoque aux auteurs des violences antisémites. Sur le réseau social Instagram, ils publient ainsi une « *Déclaration de solidarité avec nos camarades néerlandais.es.* ». Et de conclure : « *Merci pour votre bravoure et votre engagement. Pas de sionistes dans nos quartiers, pas de quartiers pour les sionistes.* » Difficile d'être plus clair.

Si les tendances de fond actuelles demeurent inchangées, la situation qui prévaut aujourd'hui en Belgique, en France et d'autres pays d'Europe ne laisse pas aux Juifs européens la possibilité d'envisager leur avenir sur le vieux continent avec sérénité. « *Pour les communautés juives d'Europe, les conséquences sont inquiétantes* », déplore Joël Kotek. « *L'hostilité croissante pousse de nombreux Juifs à envisager l'exil vers Israël. Paradoxalement, ce sont les antisionistes les plus virulents qui, par leurs politiques hostiles, renforcent le sionisme. Hitler, Staline et Nasser ont tous contribué à l'exode des Juifs vers Israël, et aujourd'hui des figures comme Corbyn, Mélenchon, Hédebourgh, Gennez, De Schutter et tous les buveurs de Salam Cola contribuent, quelques fois, bien malgré elles, à la même dynamique. L'antisionisme radical renforce finalement la cause sioniste, faisant des ennemis d'Israël ses alliés involontaires dans la consolidation du petit mais plus que jamais nécessaire État juif.* »⁴¹

⁴¹ <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2024/10/17/la-religion-le-nouvel-opium-de-la-gauche-MEVXATUE7RAARIPVQYLBA7IPKM/>

Bibliographie

- Meir M. Bar-Asher, *Les Juifs dans le Coran*, Albin Michel, 2019.
- Judith Butler, *Vers la cohabitation. Judéité et critique du sionisme* [Titre original : *Parting Ways. Jewishness and the Critique of Zionism*, Columbia University Press, 2012], traduit de l'anglais par Gildas Le Dem, Fayard, 2013.
- Mahmoud Darwich, *La Palestine comme métaphore* (entretiens traduits de l'arabe par Elias Sanbar et de l'hébreu par Simone Bitton), Actes Sud, 1997.
- Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, La Découverte, 2009.
- Jeffrey Herf, *Hitler, la propagande et le monde arabe* [Titre original : *Nazi propaganda for the Arab World*, Yale University Press, 2009], traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2012.
- Bernard Lewis, *Sémites et antisémites* [Titre original : *Semites and Anti-Semites. An inquiry into Conflict and Prejudice*, New-York, W.W. Norton and Company, 1986], traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Jacqueline Lahana, Fayard, 1987.
- Joseph A. Massad, *La persistance de la question palestinienne*, traduit de l'anglais par Joëlle Marelli, La Fabrique éditions, 2009.
- Léon Poliakov, *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, Calmann-Lévy, 1969.
- Léon Poliakov, *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation*, Calmann-Lévy, 1983.
- Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif*, La Découverte, 1997.
- Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine : traversée de la judéophobie planétaire*, Mille et une nuits, 2004.
- Pierre-André Taguieff, *La judéophobie des modernes, des Lumières au jihad mondial*, Odile Jacob, 2008.
- Pierre-André Taguieff, *La nouvelle propagande antijuive : du symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza*, Presses universitaires de France, 2010.
- Pierre-André Taguieff, *Judéophobie, la dernière vague : 2000-2018*, Fayard, 2018.
- Ben-Dror Yemini, *L'industrie du mensonge. Les médias, le milieu universitaire et le conflit israélo-arabe* [Titre original : *Industry of Lies. Media, Academia, and the Israeli-Arab Conflict*], traduit de l'anglais par Bruno J. Melki, éditions de Passy, 2020.
- Unia, Rapport 2024 sur l'antisémitisme. Analyses et recommandations d'Unia.
- Unia, Rapport 2024 sur l'antisémitisme. Analyses et recommandations d'Unia. Annexe au départ des signalements du 7/10 au 7/12/2023.